

L'expansion de la ville capitaliste contre la campagne

Bernard Bernier

Problèmes urbains

Volume 4, Number 1, 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/000948ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/000948ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bernier, B. (1980). L'expansion de la ville capitaliste contre la campagne. *Anthropologie et Sociétés*, 4 (1), 53–64. <https://doi.org/10.7202/000948ar>

L'EXPANSION DE LA VILLE CAPITALISTE CONTRE LA CAMPAGNE

Bernard Bernier



L'expansion urbaine dans le capitalisme doit, à mon avis, être étudiée dans le contexte du déploiement des rapports sociaux dans l'espace. Ceci dit, cependant, il faut spécifier ce que signifie le terme « espace » à l'intérieur de cette approche globale. Il faut aussi spécifier ce que l'on entend par rapports sociaux. La conception des rapports sociaux que j'adopte ici au sujet du capitalisme a déjà été exposée ailleurs (Bernier 1977 et 1978; Bernier, Elbaz et Lavigne 1978); je n'y reviendrai pas en détail. Il suffit de mentionner les points suivants : le principe de base de l'explication se situe dans l'affrontement de deux classes : la bourgeoisie et le prolétariat; cet affrontement est un rapport de force qui constitue le véritable « moteur » des transformations sociales; les transformations sociales surviennent dans le processus même de reproduction des rapports sociaux; la base des rapports de classes se trouve dans les rapports de production, mais ces rapports de classes sont avant tout politiques et l'idéologie y joue un rôle primordial; enfin, il existe d'autres classes ou regroupements sociaux dans les sociétés capitalistes, mais leur mode d'existence actuel ne peut s'expliquer et se reproduire qu'à travers l'affrontement des deux classes fondamentales; cependant, ces classes ou groupes peuvent quelquefois avoir une influence déterminante sur l'affrontement fondamental. Il s'agit, de fait, d'une conception fondée sur les écrits de Marx et qui tente d'éviter le formalisme althussérien.

Ce qu'il s'agit de faire ici, c'est d'appliquer cette approche à un problème précis : celui de l'expansion urbaine. Spécifiquement, j'aisaierai de démontrer que ce que l'on appelle l'expansion de la ville contre la campagne dans le capitalisme recouvre divers phénomènes dont plusieurs ne sont pas, à strictement parler, urbains, mais font plutôt partie du cadre général des rapports sociaux du capitalisme. Pour démontrer ce point, il faudra d'abord

examiner le contenu du terme « espace » et voir comment les divers aspects habituellement compris dans sa définition (explicite ou implicite) s'insèrent dans les rapports sociaux. Puis j'expliquerai comment la ville, et surtout la ville capitaliste, en tant que mode d'occupation et d'utilisation du sol, se situe à l'intérieur de cette approche générale. Enfin, j'examinerai le rapport ville/campagne dans le capitalisme.

▣ La spatialisation des rapports sociaux

Si, en géométrie ou en physique, le terme « espace » a acquis depuis longtemps le statut de concept, c'est-à-dire de représentation abstraite, ayant des particularités définies et ne prenant son sens que dans un contexte théorique précis, on ne peut en dire autant de la notion d'espace en sciences humaines. Ici, à cause sans doute de la difficulté de distinguer le terme de son référent concret, la notion est multivoque. Elle peut désigner aussi bien le cadre le plus abstrait de toutes les activités humaines que le milieu naturel. À mon avis, plusieurs distinctions sont nécessaires.

D'abord, j'ai utilisé le terme de spatialisation pour signifier que, dans cet article, le terme « espace » sera défini comme le contexte général, homogène et continu, des activités humaines. Il s'agit, dans une dimension précise, celle du lieu, d'une définition analogue à celle du temps dans la dimension de la durée. En ce sens, toute activité humaine est située spatialement et temporellement.

Mais, qu'est-ce qui détermine la spatialisation des activités humaines ? En bref, c'est le déploiement historique des rapports sociaux dans des milieux naturels précis. Cela signifie que l'élément fondamental de l'explication, ce sont les rapports sociaux caractéristiques de sociétés particulières. Cependant, la répartition des activités et des populations humaines ne se fait pas dans le vide : elle se fait dans un milieu matériel. Ce milieu matériel, c'est d'abord ce que l'on appelle le milieu naturel, c'est-à-dire un ensemble d'organismes vivants, de matière non-vivante et de phénomènes géo-physiques, nécessaires à la survie des populations humaines, que les humains transforment en les utilisant, qui réagissent à l'action humaine, et dont certains ont leur action propre indépendamment de l'action des humains (ex. : variations climatiques généralisées). Dans la conception présente, le milieu naturel n'est pas cette « chaîne écologique » en équilibre, qui risque de s'effondrer « comme un château de cartes » si un de ses éléments disparaît. Cette conception, chère à plusieurs biologistes et écologistes, est beaucoup trop simpliste. Le milieu est plutôt un ensemble toujours mouvant de forces complexes (dont certaines sont très mal connues : cf. les vents) en interactions subtiles, et la disparition d'un élément provoquera sans aucun doute des réactions et des ajustements de la part d'autres éléments (pas nécessairement de tous), mais, à moins de circonstances très exceptionnelles et imprévisibles, pas l'effondrement de l'ensemble.

Dans les sociétés humaines, le milieu naturel est intégré aux rapports de production : il est utilisé, modelé, transformé; ses particularités suscitent diverses formes d'activité. En ce sens, le milieu naturel exerce une action propre sur la spatialisation des activités humaines. Cependant, plus les forces productives progressent, moins la détermination du milieu naturel sur la répartition spatiale des activités humaines est directe. En d'autres termes, la localisation des activités et des groupes obéit de plus en plus à « une dynamique sociale largement indépendante de la liaison géographique » (Castells 1972:35). Malgré cette tendance, toutefois, certaines contraintes du milieu naturel demeurent : on ne peut encore faire de l'agriculture partout et on ne peut extraire les minerais que des endroits où ils se trouvent. Cependant, on peut dire que la localisation de l'industrie manufacturière obéit de moins en moins à des contraintes géographiques et de plus en plus à des contraintes techniques définies par les rapports de production capitalistes (Castells 1972:172 sq.).

Le legs des générations passées, l'empreinte matérielle des activités antérieures font aussi partie du milieu matériel. Autrement dit, les forces sociales à un moment donné agissent dans un milieu déjà façonné. Elles doivent donc tenir compte de ce façonnement.

Dans cette optique générale, la répartition des humains dans l'espace et leur mode d'agglomération varient d'une époque à l'autre, d'un type de société à l'autre, c'est-à-dire selon les modes de production. Et même à l'intérieur d'un même mode de production, les manifestations matérielles de l'histoire antérieure ainsi que la forme précise que prend la lutte des classes à un moment donné dans un pays donné entraînent une répartition particulière, malgré des tendances partagées avec d'autres pays. L'analyse de la répartition spatiale des populations et des activités humaines rend nécessaire l'explication des rapports sociaux spécifiques à chaque société, y compris de leurs relations sociales au milieu.

▣ L'urbain comme mode d'occupation et d'utilisation de l'espace

On trouve des villes dans des sociétés où dominent divers modes de production : « antique », féodal, esclavagiste, capitaliste, etc... On peut (et on doit) donner de la ville une définition qui transcende ces modes de production; ou plutôt cette définition doit comprendre des éléments communs à tous les types de sociétés qui suscitent la constitution d'un milieu urbain.

Dans cette perspective, l'urbain apparaît comme un type particulier d'occupation du sol, caractérisé par une population relativement nombreuse et hétérogène¹, comprenant une spécialisation des zones d'occupa-

¹ Cette population comprend une proportion variable, mais toujours importante, de personnes non engagées dans l'agriculture.

tion et d'habitation ainsi qu'une architecture élaborée et spécialisée (Eames et Goode 1977:36 sq.). Ce type d'occupation du sol n'apparaît que dans les sociétés de classes, c'est-à-dire dans des sociétés où est présent un groupe de non-producteurs qui s'approprient une partie du produit du travail des producteurs et qui contrôlent la production et la circulation des biens (Harvey 1972:6-7). Ce groupe s'appuie sur l'État, appareil de coercition de la classe dominée et de régulation relative du processus de reproduction sociale (Sjoberg 1960:31 et 110 sq.; Eames et Goode 1977:74). Il s'agit aussi de sociétés où l'écriture est présente comme moyen de gestion économique et de contrôle politique et idéologique. On y retrouve un ou plusieurs systèmes idéologiques institutionnalisés (Sjoberg 1960: chap. 9; Eames et Goode 1977:86 sq.).

Malgré ces caractéristiques communes à toutes les sociétés où des villes sont présentes, l'urbain varie d'une société à l'autre selon les rapports de production en jeu et selon leur évolution historique propre. Très brièvement, dans la société grecque antique avant la généralisation de l'esclavage, quinze cents villes

...constituaient essentiellement des pôles d'attraction résidentielle pour les fermiers et les propriétaires terriens : dans une ville typique de cette époque, les cultivateurs habitaient dans l'enceinte et sortaient chaque jour pour aller travailler aux champs.

Anderson 1977:33

Évidemment, des aristocrates et des marchands y résidaient aussi. Mais ce qui est caractéristique de cette époque, c'est que la ville, qui dépend entièrement de la production agricole, domine politiquement la campagne (Anderson 1977:25). Cette domination, d'ailleurs, se maintiendra dans les sociétés esclavagistes de la Grèce classique et de Rome.

Au début du Moyen Age européen, les villes, à l'exception de celles du Nord de l'Italie et de Byzance, étaient de petite taille : autour d'abbayes ou de châteaux des seigneurs s'agglomérait une population restreinte de guerriers, d'artisans produisant pour la consommation aristocratique, de marchands, de paysans, de prolétaires et d'esclaves (Duby 1973:69 sq.). C'était également, esclaves en moins, le type d'agglomération que l'on retrouvait, en plus grand, dans les villes-châteaux du Japon du Moyen Age (Hall 1970:123 sq.).

La ville capitaliste fut d'abord fondée sur la circulation marchande. Mais à l'époque du capital marchand et de la manufacture, elle ne différait pas essentiellement des villes antérieures. C'est ce qui ressort du livre de Sjoberg (1960) portant sur les caractéristiques sociales et spatiales communes à toutes les villes non-industrielles. Le regroupement de toutes les villes non-industrielles dans une même catégorie peut paraître excessif, mais Sjoberg n'en a pas moins souligné en négatif ce qui donne son caractère spécial aux villes capitalistes : la soumission réelle du travail au capital qui survient avec la grande industrie.

C'est le développement industriel qui est à la base non seulement de l'augmentation de la population dans les pays d'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord après 1800 et de sa concentration dans de grandes métropoles, mais encore de toute l'organisation de l'espace dans les pays capitalistes avancés (Castells 1972:172 sq.). En effet la recherche du profit sous-tend toute l'activité capitaliste et ce profit provient presque entièrement de la plus-value produite dans l'industrie.

Évidemment, ce n'est pas l'industrie comme telle qui a créé la ville : ce sont les rapports de production capitalistes, fondés sur l'achat/vente de la force de travail, qui, en se reproduisant et se développant à travers les antagonismes de classes, ont produit la grande industrie et la métropole. Ce que cela signifie, c'est que le capitalisme, à travers de multiples contradictions et résistances, a imprimé sa marque dans la technologie (industrie) et dans l'espace (urbanisation). Il faut maintenant examiner brièvement comment ce processus s'accomplit.

À la base du capitalisme se trouve la recherche du profit, c'est-à-dire l'augmentation du capital initial. Le profit peut s'obtenir dans la manufacture, sur la base de l'achat/vente d'une force de travail qui conserve sa qualification, mais de façon limitée. De plus, la manufacture n'assure pas le contrôle total du capital sur le travail car le travailleur y conserve la maîtrise sur son travail. Dans les termes de Marx, c'est l'époque de la soumission formelle (Marx 1971:191 sq.). La soumission réelle survient lorsque, dans la grande industrie, la force de travail perd sa qualification, lorsque cette qualification passe du côté de la machine, de sa conception et de sa gestion. Dès lors, la force de travail est totalement, réellement soumise au capital : elle ne peut plus fonctionner sans le capital, ses outils lui ont échappé². C'est l'époque de la soumission réelle. Ici, la force de travail devient l'objet, la propriété du capital qui s'efforce de la modeler selon ses besoins (cf. De Gaudemar 1976; et Braverman 1974). L'école et la famille y jouent un rôle fondamental (Bertaux 1977: chap. 2 et 3). Cependant, cela est bien évident, la force de travail n'est pas une machine. Elle est composée d'êtres humains. Même si le capital veut la façonner selon ses besoins, il doit toujours faire face à des réactions, des résistances, des affrontements, des luttes. Car la force de travail est composée d'individus qui, malgré l'idéologie qu'on leur a inculquée, peuvent s'interroger sur leur situation. Pour contrer la prise de conscience qui peut se faire jour parmi la force de travail, le capital a inventé divers moyens politiques pour la diviser : échelons de qualification, création de postes de cadres, promotion sélective limitée, importation d'une main-d'œuvre immigrée, utilisation de la main-d'œuvre féminine dans les tâches les plus mal payées, destruction de quar-

² Dans le capitalisme monopoliste, une certaine qualification est réapparue pour une partie de la main-d'œuvre industrielle. Mais il s'agit d'une qualification bien différente : ce n'est pas un « métier » comme dans l'ère de la manufacture, mais bien une spécialisation déterminée par l'ensemble technique de l'industrie, une spécialisation soumise à la machine.

tiers, etc. (cf. Magaline 1975; Braverman 1974; De Gaudemar 1976; Bernier 1979; Bernier, Eibaz et Lavigne 1978).

Le capital façonne donc la technique selon ses besoins. Par là, il façonne aussi l'espace; et dans ce cas, les éléments essentiels sont le complexe industriel et le centre financier (cf. Castells 1972:172 sq.). Le complexe industriel consiste en un ensemble d'industries qui ont entre elles des liens techniques : d'approvisionnement mutuel, de sous-traitance, etc. Ces industries doivent donc se situer à proximité les unes des autres. Par ailleurs, comme la valeur des marchandises se réalise dans la circulation, ce complexe industriel doit se situer près des voies de transport : port, chemin de fer, routes, aéroports. Il doit aussi se situer près des bassins de main-d'œuvre. Ce peuvent être des bassins déjà constitués en partie : dans ce cas, qui est le plus courant, les industries s'établissent près de centres urbains déjà existants, dont ils augmentent énormément la taille (cf. dans le cas de Dunquerque: Castells et Goddard 1974). L'industrie peut aussi susciter la concentration de population dans de nouveaux centres urbains en tentant d'utiliser le surplus de population rurale : ce fut le cas de l'implantation de plusieurs usines du textile en Nouvelle-Angleterre et dans les Cantons de l'Est (cf. entre autres Magog et Huntingdon). C'est le cas de l'implantation industrielle actuelle dans plusieurs régions du Sud des États-Unis. De nouveaux centres urbains industriels peuvent aussi se créer près de sources de matières premières (cf. Rouyn-Noranda et le minerai de cuivre, Schefferville et le minerai de fer). Mais en général, on choisit d'implanter les usines là où la main-d'œuvre est déjà concentrée. En plus de minimiser les problèmes d'approvisionnement en main-d'œuvre, cette pratique facilite aussi les liens financiers.

Historiquement, les industries urbaines se sont peu à peu éloignées du centre-ville, déménageant en banlieue. La raison en est la hausse plus forte du prix du sol dans le centre-ville, hausse causée en grande partie par la concentration des bureaux-chefs de compagnies. Cette concentration a pour effet de valoriser le centre-ville. Nous voyons ici le jeu de la rente foncière urbaine, en relation avec le deuxième élément mentionné plus haut : les liens financiers entre entreprises. Ces liens sont essentiels au capitalisme : c'est à travers eux que circulent le crédit et l'information. Bien que ces liens puissent s'établir à travers les moyens modernes de communication (téléphone, télex, etc.), ce qui, en théorie, devrait permettre une certaine décentralisation des bureaux-chefs, ils s'établissent surtout par les contacts interpersonnels entre cadres supérieurs : dîners d'affaires, cocktails, etc... L'importance des contacts individuels entraîne la nécessité d'établir le bureau-chef près des partenaires financiers, donc, dans le centre-ville. Cette tendance est d'ailleurs renforcée par la nécessité idéologique (pour montrer la « force » de la compagnie) de s'établir dans les édifices prestigieux du centre-ville.

La concentration des instances suprêmes de la gestion du capital dans le centre-ville entraîne l'afflux d'une main-d'œuvre considérable pendant

les heures de travail. Hors de ces heures, le centre-ville se dépeuple car la transformation de la ville dans le capitalisme a signifié la disparition progressive de l'habitat au centre : la population habite maintenant des zones résidentielles plus ou moins éloignées des lieux de travail. D'où la nécessité de développer les moyens de transport pour acheminer cette population à son travail. Il faut aussi lui assurer des services : magasins, restaurants, etc... Tous ces facteurs entraînent une augmentation des activités dans le centre-ville. C'est ce qu'on pourrait appeler l'effet d'agglomération. De par ses activités mêmes, surtout dans le champ de la circulation, le capital suscite la multiplication des activités sur un espace réduit. Or, les activités du centre-ville (activités financières, commerciales, hôtelières, etc.) peuvent toutes se faire dans les édifices à plusieurs étages, ce qui n'est pas possible pour l'industrie. On décuple donc la capacité d'utilisation du sol. On multiplie ainsi la valeur locative, donc la rentabilité de l'utilisation du sol, et ainsi, par conséquent, la rente et le prix du sol. Et le cycle continue : les activités qui ne peuvent s'accommoder d'un tel prix du sol sont reléguées à d'autres espaces : c'est le cas de l'industrie et de la majeure partie du logement, surtout celui à loyer moyen, remplacé par le complexe d'habitation de luxe (cf. « La Cité » dans Milton Park à Montréal).

Ce qu'il est intéressant de noter ici, c'est que ce sont les activités mêmes du capital qui valorisent le sol urbain, surtout au centre-ville. Il s'agit là de la source de la rente différentielle en milieu urbain et c'est ce qui la distingue de la rente différentielle agricole. Dans l'agriculture, la rente différentielle provient de la fertilité différente des sols, de la localisation plus ou moins avantageuse par rapport aux marchés et des améliorations apportées à la terre (Marx, *Le Capital*, 6^{ème} section). Dans le cas de toutes les activités non agricoles, et surtout de celles qui n'ont aucune contrainte géographique naturelle, la rentabilité différentielle provient seulement des « améliorations » que le capital suscite sur le sol. Évidemment, la proximité des voies de transport jouent un rôle important dans la rentabilité différentielle. Mais alors que l'agriculture subit la répartition de ses marchés sans l'influencer, le capital, à travers la compétition entre les capitalistes et les affrontements avec les travailleurs, crée lui-même la répartition des activités et des équipements, y compris des moyens de transport. La rente différentielle non agricole est donc produite par le capital dans son ensemble, ce qui n'est pas le cas de la rente agricole qui dépend de la rentabilité de l'agriculture des petits exploitants. Cela ne signifie pas que le capital *contrôle* entièrement la rente urbaine, car les conditions de spatialisation différentielle des activités et des équipements capitalistes sont celles du capital dans son ensemble. Cela signifie que la répartition de la plus-value se fait dans la concurrence entre fractions du capital; que chaque capital particulier tente de hausser son taux d'accumulation en coupant sur les salaires et en modernisant l'équipement; que ces pratiques entraînent le développement inégal entre secteurs de production et des difficultés de vente; que, pour compenser les baisses de vente, les entreprises recourent aux hausses de prix et aux placements spéculatifs, ce qui produit l'inflation;

que cela entraîne à son tour des difficultés de crédit, et, en fin de compte, les récessions et les crises. Or, lors de récessions ou de crises, le prix du sol diminue et on peut même connaître un effondrement du marché foncier, donc une chute de la rente. La rente, qui provient des activités du capital, est produite dans des conditions telles que son contrôle échappe aux capitalistes particuliers et à l'ensemble de la classe dominante.

En plus de la rente différentielle, le déploiement des activités du capital en milieu urbain peut créer des rentes de monopoles. Mais ici, l'idéologie joue souvent un rôle important. Par exemple, on sera prêt à payer un loyer plus élevé pour avoir ses bureaux dans un édifice prestigieux. C'est le cas de la Place Ville-Marie à Montréal, dont les services ne sont pas supérieurs à ceux offerts par plusieurs autres édifices à bureaux qui l'entourent, mais qui possède un prestige particulier, purement idéologique, du fait que la Place Ville-Marie est le centre symbolique du centre-ville. La rente de monopole peut aussi apparaître au sujet de zones d'habitat bien délimitées, souvent sur la base de l'ethnicité, donc sur une base idéologique.

La rente urbaine dans ses multiples formes est beaucoup plus considérable que la rente rurale. C'est que les activités du capital, situées surtout en milieu urbain, sont en général beaucoup plus profitables que les activités agricoles en milieu rural. C'est là un des aspects du problème de la domination croissante du capital sur le monde rural, problème qu'il faut maintenant examiner plus en détail.

☐ L'expansion capitaliste à la campagne

Les relations ville/campagne dans le capitalisme doivent être vues dans le cadre d'une part du façonnement de l'espace et du contrôle de la force de travail par le capital et, d'autre part, des résistances des ruraux, au premier chef des agriculteurs, à ce façonnement et à ce contrôle. Le résultat de l'ensemble de ces forces, c'est quand même l'expansion du capitalisme en milieu rural. Mais cette expansion ne prend pas que des formes urbaines. Certaines le sont : c'est le cas de l'établissement de maisons en grand nombre sur un sol auparavant utilisé pour l'agriculture. L'expansion de toutes les villes s'est faite en prenant le sol agricole et en le transformant en substrat pour l'habitat ou pour l'industrie. Récemment, cette expansion a pris la forme des banlieues, des parcs industriels péri-urbains et des villes industrielles nouvelles. Dans ce cas, on voit une extension de la ville elle-même, du milieu urbain défini par une population nombreuse et un habitat concentré.

Mais si le capitalisme se déploie surtout en milieu urbain, milieu qu'il domine particulièrement, il n'est pas qu'urbain. Ce qui caractérise le capitalisme c'est un rapport de production particulier : la plus-value, résultat de l'utilisation de la force de travail achetée/vendue sur le marché, utilisation

qui se fait dans un procès de travail contrôlé par les propriétaires des moyens de production. Et ce rapport n'est pas qu'urbain. Son extension peut prendre la forme de l'établissement d'usines à la campagne sans que cela ne suscite de regroupement de population. Dans ce cas, le capital s'installe à la campagne, il transforme l'utilisation du sol, sans que cela n'entraîne une concentration de population de type urbain.

Le développement des moyens de transport se fait souvent dans le même contexte. On exproprie des agriculteurs (ou des chasseurs-collecteurs) pour construire une route ou un aéroport sans que n'en résulte nécessairement une concentration de population. Le cas de l'aéroport international de Montréal à Mirabel est ici particulièrement clair (cf. Bouvette 1975). L'établissement de cet aéroport a désorganisé l'agriculture sur une superficie expropriée de 93,000 acres. Cependant, malgré la volonté des gouvernements fédéral et provincial d'y établir un parc industriel qui aurait peut-être eu pour résultat l'établissement d'un nouveau centre urbain, aucune industrie n'est venue s'y installer et donc aucun complexe d'habitation n'en a résulté. Dans ce cas, il y a eu développement des activités du capital, façonnement de l'espace par le capital, sans que n'en résulte une quelconque urbanisation. Au sens strict, dans ce cas, il est erroné de parler de l'extension du milieu urbain aux dépens de la campagne : il s'agit plutôt de l'accroissement du contrôle du capital sur le sol, aux dépens des petits producteurs agricoles. Il est à noter que cet accroissement ne s'est pas fait sans heurts : les agriculteurs, en effet, se sont organisés pour faire face à l'État et minimiser les effets de l'expropriation sur la production agricole.

Le processus de mécanisation de l'agriculture, qui résulte d'une dépendance économique croissante de l'agriculture envers la production industrielle, n'a pas non plus à voir avec l'extension du milieu urbain. On peut voir ce processus comme partie de la domination croissante du capital sur l'agriculture. Mais ici, des distinctions s'imposent. La machinerie agricole, bien que produite en usine, et malgré son coût croissant, n'a pas perdu son caractère d'outil simple, contrôlé par l'usager. En effet, l'agriculture, sauf dans le cas des élevages sans sol, n'est pas encore industrialisée. Elle utilise des produits industriels qu'elle doit acheter sur le marché, mais elle le fait dans le cadre de l'exploitation familiale. En d'autres termes, si l'achat de machinerie peut signifier une certaine domination marchande de l'industrie sur l'agriculture, domination qui peut être atténuée par l'obtention de forts prix de soutien pour les produits agricoles, il n'entraîne pas la domination technique du capital sur l'agriculture. L'agriculture demeure une forme artisanale de production dans laquelle les connaissances techniques sont encore entre les mains des producteurs. La mécanisation de l'agriculture, par laquelle se tissent des liens importants entre l'industrie et l'agriculture, n'a pas de conséquences sur l'urbanisation à la campagne même.

On parle souvent de l'extension du mode de vie urbain à la campagne pour désigner soit la diffusion des biens de consommation de masses (télé-

vision, réfrigérateur, etc.) dans les maisonnées agricoles, soit la diminution des liens communautaires parmi les agriculteurs et leur remplacement par des relations plus impersonnelles. Dans les deux cas, à strictement parler, cette appellation est incorrecte. La diffusion des relations impersonnelles est la conséquence de l'extension des rapports marchands à la campagne. Par ailleurs, le développement du marché des biens de consommation de masses à la campagne est simplement un aspect de l'expansion générale de la production industrielle et de la nécessité d'inventer de nouveaux produits et de trouver de nouveaux marchés. Les biens de consommation de masses ont d'abord été achetés par la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie urbaines. Puis, ce fut au tour de certaines couches du prolétariat. Dans ce dernier cas, Bertaux (1977:222) semble avoir raison lorsqu'il met en relation l'achat de biens de consommation durables et le processus de fixation du prolétariat. Enfin, les agriculteurs furent intégrés au marché de ces biens durables. Dans ce cas comme dans celui du prolétariat, l'extension du marché est liée avant tout à la nécessité de valoriser le capital industriel. De plus, cette extension permet la domination idéologique et politique des classes dominées. En effet, le fait de transformer des produits tels les téléviseurs, les voitures, les réfrigérateurs, etc., en biens essentiels entraîne la dépendance des acheteurs envers la production industrielle, c'est-à-dire envers un type de production dont le contrôle leur échappe totalement. De plus, l'achat de ces biens a pour effet la dépense du salaire et même souvent l'endettement; cela valorise le capital, empêche les prolétaires de pouvoir acquérir des moyens de production et lie les ouvriers aux capitalistes qui leur paient leur salaire. Enfin, la participation des prolétaires et des paysans au marché des biens de consommation de masses est un des aspects de la domination symbolique des classes dominées par les classes dominantes : les façons d'agir des classes dominantes deviennent des modèles à imiter, mais que l'on ne peut imiter qu'imparfaitement, car les revenus plus élevés dans la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie leur permettent d'inventer de nouvelles pratiques et de nouveaux produits dont elles ont le monopole. Champagne (1979) a souligné divers aspects concrets de cette domination symbolique dans le cas des paysans français.

L'achat de fermes de villégiature ou de chalets par les urbains ne doit pas, non plus, à strictement parler, être considéré comme partie de l'expansion de la ville contre la campagne. Il s'agit plutôt de l'assaut des modes de consommation de certaines classes ou couches sociales contre l'agriculture. C'est véritablement en termes de classes, et non pas comme phénomène urbain, que ces comportements doivent être analysés.

Si l'on conçoit l'urbain comme partie du façonnement de l'espace par le capital dans le contexte des affrontements de classes, il va de soi que l'influence du capital sur la campagne ne peut se limiter à la seule urbanisation. La spatialisation du capital peut prendre des formes urbaines, mais elle peut aussi prendre d'autres formes. Et l'influence du capital n'est pas que spatiale. Il est donc essentiel de tenir compte de tous les aspects du

capitalisme pour analyser les pressions que subissent les campagnes dans les sociétés actuelles.

Il est aussi essentiel d'intégrer à l'analyse les réactions de diverses fractions de classes, couches ou groupes sociaux qui résistent à cette pression (et qui ne font pas tous partie de la classe ouvrière). La résistance de ces divers regroupements sociaux peut connaître un certain succès, surtout lorsqu'elle a la possibilité de jouer sur les contradictions internes à la classe dominante. Par exemple, les expropriés de Ste-Scholastique ont pu obtenir diverses concessions, tant au sujet de l'indemnisation que de l'utilisation des terres expropriées, en utilisant les contradictions entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. De cette façon, même si l'objectif premier de la bourgeoisie, c'est-à-dire la construction de l'aéroport, a été atteint, les agriculteurs de la région ont pu, par la lutte et la négociation, contrer certains aspects du plan initial d'aménagement de la zone aéroportuaire. Toutefois, il faut noter que, à l'heure actuelle, les luttes de résistance au déploiement des rapports capitalistes dans l'espace sont momentanées et locales, ce qui leur enlève la possibilité de remettre véritablement en question la logique fondamentale de la spatialisation capitaliste.

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON P.

1977 *Les passages de l'antiquité au féodalisme*. Paris: Maspéro.

BERNIER B.

1977 *Bidonville P.Q.*, manuscrit, département d'anthropologie, Université de Montréal.

1978 « Les phénomènes urbains dans le capitalisme actuel », *Cahiers de géographie du Québec*, 22:56, sept. 78:189-216.

1979 « Main-d'œuvre féminine et ethnicité dans trois usines de vêtement de Montréal », *Anthropologie et sociétés*, 3, 2:117-139.

BERNIER B., M. Elbaz et G. Lavigne

1978 « Ethnicité et lutte de classes », *Anthropologie et sociétés*, 2, 1:15-60.

BERTAUX D.

1977 *Destins personnels et structure de classe*. Paris: Presses Universitaires de France.

BOUVETTE A.

1975 *Intervention étatique et lutte de classes : le cas des paysans de Ste-Scholastique*, Mémoire de maîtrise non publié, département d'anthropologie, Université de Montréal.

BRAVERMAN H.

1974 *Labor and Monopoly Capitalism*. New York: Monthly Review Press.

- CASTELLS M.
1972 *La question urbaine*. Paris: Maspéro.
- CASTELLS M. et F. Godard
1974 *Monopolville : L'entreprise, l'État, l'urbain*. Paris: La Haye, Mouton.
- CHAMPAGNE P.
1979 « Jeunes agriculteurs et vieux paysans : crise de la succession et apparition du 'troisième âge' », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 26-27, mars-avril: 83-107.
- De GAUDEMAR J.P.
1976 *Mobilité du travail et accumulation du capital*. Paris: Maspéro.
- DUBY G.
1973 *Guerriers et paysans (VIIe-XIIe siècle)*. Paris: Gallimard.
- EAMES E. et J.G. Goode
1977 *Anthropology of the City*. Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall.
- HALL J.W.
1970 *Japan : From Prehistory to Modern Times*. New York: Dell Publ.
- HARVEY D.
1972 *Society, the City and the Space-Economy of Urbanism*. Washington, D.C., Association of American Geographers, Ressource Paper no 18.
- MAGALINE A.D.
1975 *Lutte de classes et dévalorisation du capital*. Paris: Maspéro.
- MARX K.
1971 *Un chapitre inédit du Capital*, Coll. 10/18. Paris: Union Générale d'Éditions.
1970-74 *Le Capital*, Livre 1, 2 et 3. Paris: Éditions sociales.
- SJOBERG G.
1960 *The Pre-Industrial City*. New York: The Free Press.